



COMPTE-RENDU

CAF'CLAUSES#1 : MODALITES DE SAISIE D'ABC CLAUSES

jeudi 6 avril 2018

Constats introductifs

- Clause d'insertion est un dispositif local. Introduction sur les marchés trans-territoriaux entraîne une nécessaire harmonisation des pratiques.
- Taux d'équipement du logiciel ABC Clauses d'environ 75 % en IDF¹.
- Modalités de saisie différentes selon les territoires.
- Sous-utilisation des fonctionnalités du logiciel ABC Clauses par les facilitateurs équipés.

→ L'enjeu de cette matinée d'échange est d'identifier les problématiques et d'échanger collectivement sur des pistes afin de tendre vers **une cohérence régionale de saisie**.

1- Retour sur le Club Utilisateur ABC Clauses (Réseau AVE)

Rappel : logiciel ABC Clause développé par ABC Engineering sur un cahier des charges issu des travaux du réseau Alliances Villes Emploi. Accès ABC Clause possible uniquement à la condition d'une adhésion au réseau.

Le Club utilisateurs rassemble deux fois par an des facilitateurs de toute la France afin de proposer et d'échanger sur les évolutions du logiciel en présence de Cityzen². Chaque évolution proposée donne lieu à une étude de faisabilité et à une validation par le Comité des directeurs d'AVE.

C'est l'AVE en lien avec l'URTIE, qui désigne les représentants franciliens. Les représentants franciliens actuels sont Linda Guehama (Dynamique Emploi – 91) et Patrice Tse-Hai-Shing (EPEC – 75). Les référents peuvent être ressource (dans une certaine mesure) et référents pour les évolutions souhaitées. Dernier club a eu lieu le 23 mars 2018 et le prochain sera en octobre 2018.

→ L'URTIE propose de **monter une rencontre francilienne une ou deux semaines avant les Clubs Utilisateurs** avec les facilitateurs référents afin que ceux-ci puissent avoir les retours de la région et donc proposer lors des échéances nationales.

¹ Données URTIE

² Filiale du Groupe Up développant le logiciel.



2- Quelques fonctionnalités récentes du logiciel ABC Clause

Rappel : Pour télécharger les nouveautés d'ABC Clause il suffit d'aller sur la page d'accueil du logiciel afin de pouvoir télécharger le livret avec les dernières mises à jour. Pour les nouvelles fonctionnalités il est nécessaire d'appeler le support afin de les faire installer.

- **Délégation de saisie par « Navette »** : délégation de saisie à l'entreprise (y compris SIAE) par le facilitateur. Le facilitateur envoie la « navette » à l'entreprise qui reçoit un mail de notification lui permettant de rentrer ses heures, ses contrats, ses participants et éventuellement les informations relatives à l'employeur en ligne. Reste du déclaratif, il faut ensuite croiser les justificatifs. Le facilitateur reste donc l'ultime valideur de la clause.

→ Selon l'utilisation des facilitateurs la « navette » peut s'avérer un gain ou une « perte » de temps car il faut demander et vérifier des pièces.

- **Barre de recherche transversale** (page d'accueil) – ajout assez récent qui permet d'appeler un maître d'ouvrage (et/ou ses interlocuteurs), une entreprise (et/ou ses interlocuteurs), un participant, une opération, ou un marché avec n'importe quel élément (numéro, adresse, etc...) : outil très pratique pour retrouver facilement un marché, une opération, une entreprise ou un maître d'ouvrage.
- **Faciliter le partage inter-structures – ABC Clauses outil de partage**
 - o Partage de marchés entre les facilitateurs (lorsque le suivi est réalisé entre plusieurs facilitateurs sur un même marché).
 - o des participants entre structures via ABC Clause – Attention sur ce point à la mise en conformité avec RGPD (CNIL – Données personnelles) qui devient obligatoire dès le 25/05/2018 ?

3- Modalités de saisie des types de contrat – remontée par GIP Activit'Y

Constat : chaque administrateur (donc chaque structure dotée du logiciel) peut introduire ses propres types de contrat dans la liste des types de contrat. Donc aucun organisme n'a vraiment les mêmes items dans le logiciel ABC Clause.

Ex : un territoire a créé le contrat type « PMSMP » pour les stages en immersion afin de les valoriser. Un autre les rentrera sous l'item « stage ». Un autre ne les valorise jamais.

- A noter : dès qu'un item est rentré et qu'il a été utilisé, alors il est bloqué dans le menu déroulant d'ABC Clause. Il peut cependant être désactivé ou pas en le paramétrant dans Gestion des listes > Participants > Type de contrat.
- Chaque structure et donc chaque territoire peut avoir ses propres paramètres.



- La problématique du paramétrage est que chaque territoire peut demander de consolider des données différentes.

→ L'URTIE propose de mettre en avant des exemples de listes qu'utilisent quelques structures.

→ L'idée de **se doter d'une trame commune régionale en termes de remontées** qui permet à chaque structure de participer à la consolidation tout en gardant ses propres possibilités : mais quel acteur serait-légitime à imposer ce type d'harmonisation ?

→ Il serait possible de regrouper, malgré les différences d'item pour les contrats, des **catégories communes via les tables de correspondance**.

4- Générateur de rapport – un outil pointu mais utile

Générateur de rapports : permet de générer tableaux, rapports, bilans, matrices, etc... très rapidement. Difficulté à entendre toutes les fonctionnalités et possibilités permises par cet outil. Fonctionnement à la manière d'Excel avec des colonnes, tableaux croisés dynamiques (analyses croisées) et graphiques.

- Serait intéressant de permettre une meilleure prise en main de cet outil et d'accompagner un peu plus les utilisateurs du logiciel à la prise en main des différentes fonctionnalités.

→ L'URTIE propose de **prendre contact avec Citizen afin d'envisager le montage de sessions** afin de prendre en main cette fonctionnalité de l'outil.

→ L'URTIE propose **de lancer un projet d'élaboration d'un support d'explications de prise en main du générateur** de rapports+ (sorte de « tuto ») pour mieux utiliser le générateur (avec des exemples pré-faits).

→ L'URTIE propose de créer une sorte de « tuto » pour créer un tableau via le générateur de rapports afin de distinguer les parcours qualitatifs (sur le modèle de ce que fait l'EPEC).

5- Remontées diverses par les facilitateurs - propositions d'outils

- Accès à **l'annuaire des facilitateurs** à jour (pour pouvoir renseigner les entreprises et DO qui appellent).

→ L'URTIE rappelle qu'elle peut **communiquer sur demande les coordonnées de tous les facilitateurs franciliens** (mis à jour le plus fréquemment possible).

→ Il est possible de **renvoyer directement sur la coordination départementale** qui a une visibilité sur tous les facilitateurs de son département.



75	alain.gachet@epec.paris	92	NEANT
77	v.lecorvec@mei-mvs.com	93	jbacchelli@seinesaintdenis.fr
78	amarrien@yvelines.fr	94	Anne-Gaelle.Leydier@valdemarne.fr
91	m.maquin@atoutplie.fr	95	f.drame@reflexes-95.fr

- Importance du volume de mises à jour du logiciel ABC Clause.

ABC Clause est un logiciel très (trop) complet qui devient difficile à prendre en main. Les **facilitateurs ne maîtrisent pas entièrement l'outil** alors qu'il permet plein de fonctionnalités qui facilitent le travail.

→ L'URTIE propose de mettre en avant les formations proposées par Citizens concernant le logiciel ABC Clauses et ses différentes fonctionnalités (les facilitateurs et structures équipées recevant déjà les offres de formation à ce sujet).

→ Possibilité de prendre en charge une session annuelle de formation ABC Clause dans le cadre de la formation professionnelle (fait par certains facilitateurs).

6- Problématique sous-jacente de l'hétérogénéité des facilitateurs et du métier

Constat : Le métier de facilitateur n'est pas « gravé » dans le marbre et donc les modalités de saisie dépendent de plus en plus de la fiche de poste et de l'orientation que chaque structure porteuse du poste. L'ANRU et AVE avaient donné des bases et un cadre au métier mais qui depuis la fin de l'ANRU semble se déliter.

- Eparpillement des modalités de saisie en fonction des structures et des pratiques professionnelles.
- Modalités de saisie sont en partie liées à la politique locale d'insertion et d'emploi et aux éventuels dispositifs et commandes politiques locales.

Caf' Clauses#2 : Globalisation des heures

26 avril 2018

En partenariat avec FFB et FRTP